



Cayenne le 14 juin 2012

Monsieur le Président de la République Française  
Palais de l'Elysée  
55 Rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 Paris

Monsieur le Président,

Au nom de l'ensemble du monde économique de la Guyane, nous prenons la liberté d'attirer votre haute attention sur la stupeur et la crainte qui nous saisissent en apprenant la décision de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, de suspendre les forages d'exploration pétrolière et notamment celui qui devait normalement débuter dans les tous prochains jours au large de nos côtes.

Nous comprenons fort bien le souci légitime de votre Gouvernement de s'inquiéter des bonnes et justes retombées économiques d'une telle exploitation, si prometteuse, tant pour notre pays en général que pour notre région en particulier.

Lors de votre visite en début d'année, nous avons en effet tous été très sensibles à votre volonté exprimée d'oeuvrer fortement au développement endogène de notre Guyane. La découverte d'hydrocarbures s'inscrit dans votre perspective.

Nous comprenons également fort bien le souci de vos Ministres d'assurer la souveraineté de la France en matière d'exploitation de ses ressources naturelles et cela dans la plus grande vigilance en matière de protection de notre environnement.

Par contre, nous ne pouvons que regretter la soudaineté de cette décision à quelques jours de la promulgation des dernières autorisations préfectorales d'exploration ; décision brutale, que rien ne laissait imaginer et qui choque profondément la Guyane toute entière.

Nous prenons donc la liberté d'intervenir auprès de vous pour que vous usiez de votre haute autorité en demandant aux Ministres concernés de lever leur suspension d'exploration, tout en les encourageant à une mise en chantier immédiate et parallèle d'une juste refonte du code minier, avant toute campagne effective d'exploitation.

Dans l'espoir que notre démarche saura vous sensibiliser à l'immense déception qu'éprouvent les Guyanais face à cette décision précipitée et ressentie comme injuste, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en notre profond respect et en notre très haute considération.

Alain Chaumet  
Président